

Tangi Cavalin
et Nathalie Viet-Depaule (dir.)

Les prêtres-ouvriers après Vatican II

Une fidélité reconquise ?



KARTHALA

Collection Signes des temps

dirigée par Robert Dumont

Il y a tout juste 50 ans, l'Église catholique repensait sa relation au « monde » au cours du concile Vatican II et autorisait à nouveau des prêtres à entrer au travail en usine et sur les chantiers. Après la brusque interruption de 1954, l'espoir renaissait. C'est pour marquer cet événement et dire la pertinence de l'intuition des prêtres-ouvriers que l'Équipe nationale (ENPO) a voulu organiser en décembre 2015 un colloque à la Bourse du Travail de Saint-Denis (93).

Sous la direction de Tangi Cavalin et Nathalie Viet-Depaule (IMM/CEMS/EHESS), diverses contributions, lors du premier jour du colloque, ont analysé les enjeux d'histoire religieuse, sociale et culturelle que soulève la présence en usine de prêtres à partir de 1965. La seconde journée, philosophes et théologiens ont tenté de ressaisir les caractéristiques de notre société moderne pour mettre en valeur les éléments susceptibles de structurer un ministère presbytéral nouveau dans une Église qui se voudrait servante de l'humanité.

Les actes de ce colloque, enrichis de productions apportées lors de manifestations régionales célébrant ce même cinquantenaire, seront d'un apport essentiel pour maintenir ouverte la réflexion avec tous ceux et celles qui se sentent concernés, en Église et dans notre société, par l'avenir de ce que fut et est encore l'intuition des prêtres-ouvriers.

Tangi Cavalin, agrégé d'histoire, chercheur associé au CEMS/IMM/EHESS.

Nathalie Viet-Depaule, ingénieur de recherche émérite au CEMS/IMM/EHESS.

Textes rassemblés et édités à l'initiative
de Tangi Cavalin et de Nathalie Viet-Depaule

<http://www.karthala.com>

Paielement sécurisé

Couverture : Située dans les quartiers nord de Marseille jadis ouvriers et communistes, cette fresque en papier marouflé de l'église Saint-Louis reproduit une illustration de la JOC de la fin des années 1940 dont l'inscription « Travailleurs, tous unis dans un élan fraternel, marchons vers celui qui est le chemin, la lumière et la vie » symbolise la solidarité ouvrière universelle. Photographie d'Annick Viet.

© Éditions KARTHALA, 2016
ISBN : 978-2-8111-1679-8

Tangi Cavalin, Nathalie Viet-Depaule (dir.)

**Les prêtres-ouvriers
après Vatican II
Une fidélité reconquise ?**

**Contributions et témoignages
autour de la « relance » de 1965**

Postface de Robert Dumont

**Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS**

Avant-propos de l'équipe nationale des prêtres-ouvriers

Bernard AUDRAS, Jean-Claude AUGUIN,
Bernard MASSERA

1965-2015 : il y a cinquante ans, dans la mouvance du concile Vatican II et après quelque dix ans d'une douloureuse interdiction, l'Église permettait à nouveau à des prêtres de travailler à plein-temps en usine ou sur des chantiers du bâtiment.

Dans plusieurs régions et villes de France, des prêtres-ouvriers ont marqué l'anniversaire de cette reprise par un grand temps festif en invitant largement amis et compagnons de route pour faire mémoire de camarades et d'événements qui marquèrent leur histoire commune. Des textes, des témoignages, des documents divers furent produits à cette occasion enrichissant la connaissance de cette histoire et contribuant à nourrir la réflexion sur l'originalité du ministère de prêtre-ouvrier comme sur le sens du sacerdoce. Signalons aussi la célébration d'une eucharistie en l'église de Montreuil, le 23 octobre 2015, jour anniversaire du « redémarrage » des prêtres-ouvriers.

Avec l'équipe nationale des prêtres-ouvriers (ENPO), un certain nombre de prêtres-ouvriers ont voulu également se saisir de cet anniversaire pour ouvrir une recherche très libre sur ces cinquante ans de leur histoire collective et sur ce qui est

communément appelé « l'intuition des prêtres-ouvriers ». Tenter de définir cette intuition qui a mis des hommes, des prêtres, sur cette route d'humanité, s'interroger sur sa pertinence pour aujourd'hui et pour l'avenir étaient les objectifs espérés du colloque de Saint-Denis qui s'est tenu les 5 et 6 décembre 2015 à la Bourse du Travail de cette ville.

Ce colloque ne se voulait ni célébration religieuse ni commémoration mais temps de recherche, très largement ouvert et indépendant. La parole devait pouvoir y circuler librement et peut-être ouvrir quelques perspectives et engager d'autres temps de réflexion.

Le choix du lieu, une Bourse du Travail, en l'occurrence celle de Saint-Denis (93), n'était pas sans signification. C'est bien, en effet, dans la vie syndicale et associative, voire politique, que les prêtres-ouvriers investissent l'essentiel de leurs engagements. Le collectif des prêtres-ouvriers est riche d'une pluralité d'engagements et donc d'une diversité d'analyses, de réflexions et d'actions comme peut le notifier cette Bourse du travail de Saint-Denis qui abrite toutes les organisations syndicales de salariés et de nombreuses associations.

Ainsi par le choix du lieu, était signifiée la liberté de recherche qui se voulait attachée à ce colloque que cet ouvrage présente en deux parties, l'une portant sur l'histoire du « redémarrage », l'autre rassemblant des témoignages et des pistes de réflexions pour tenter d'approfondir « l'intuition des prêtres-ouvriers » et d'en vérifier la pertinence pour aujourd'hui.

Introduction générale

Des rapports difficiles entre sciences sociales et acteurs religieux

Tangi CAVALIN, Charles SUAUD,
Nathalie VIET-DEPAULE

Ce livre restitue les communications et interventions diverses données lors des deux journées organisées les 5 et 6 décembre 2015 par l'équipe nationale des prêtres-ouvriers (ENPO)¹ pour « célébrer » le cinquantième anniversaire de la « reprise », à la suite d'une décision de la congrégation du Saint-Office de mettre fin aux interdictions de 1954 et 1959. Par plusieurs aspects, cette production éditoriale qui pourrait passer inaperçue tant elle relève d'une sorte de culture de la commémoration devenue quasiment routinière en France, demande à être lue comme posant des questions de première importance, tant aux spécialistes des sciences sociales qu'aux acteurs des instances religieuses.

Le livre comprend deux parties qui semblent, à première lecture, aller de soi. À chaque journée, son point de vue :

1. L'ENPO prend la suite, en 1968, de l'équipe nationale des prêtres au travail (ENPAT) fondée à l'occasion de la « relance ». Le changement de sigle entérine, outre la reprise d'une expression qui avait fait fortune avant 1954, une prise d'autonomie des prêtres de la relance à l'égard des institutions de la Mission ouvrière.

priorité donnée aux sciences sociales, à l'histoire au premier rang, le samedi et, logiquement, « témoignages » et réflexion théologique le dimanche. En d'autres termes, on a affaire à une division du travail classique, dans le respect des acquis d'une société sécularisée. Et pourtant, c'est ce « ça va de soi » qu'il faut interroger, le contenu du livre dans son ensemble devenant objet d'analyse à la lumière des thèses et hypothèses avancées dans la première partie.

L'histoire de l'édition de ce livre réclame quelques mots. Il a été voulu par l'éditeur et par les organisateurs religieux du colloque dont il est le résultat comme, avant tout, une étape réflexive inscrite dans le continuum d'une histoire cinquantenaire. Au contraire, pour les historiens qui assurent la direction de l'ouvrage, il ne pouvait être autre chose que le fruit d'une élaboration scientifique qui aurait constitué, au sujet d'un « moment » passé, une forme d'aboutissement de recherches entreprises depuis des années, à partir des archives et des rencontres avec les acteurs de cette histoire, par les intervenants de la première journée du colloque. Initialement, il était entendu pour les historiens que l'ensemble des contributions de la première journée et non celles de la seconde donnerait lieu à la publication d'un livre : la cohérence éditoriale devait manifester la cohérence des pratiques scientifiques. À la suite du colloque, des logiques contradictoires ont surgi entre les trois parties prenantes – historiens, organisateurs du colloque, éditeur –, les premiers maintenant l'idée d'une publication à caractère scientifique, les autres plaidant pour l'édition de l'ensemble du colloque dans un même ouvrage, justifiant cette seconde position dans le souci d'inscrire le geste éditorial dans un espace social plus large que celui de la communauté scientifique. Sauf à annuler la publication, l'issue était de s'aligner sur cette ligne d'édition, quitte à en faire un outil original de réflexion épistémologique sur les rapports entre sciences sociales et religion².

2. Les réflexions qui suivent s'inscrivent dans le prolongement de la démarche épistémologique empruntée par André Rousseau dans *Pour une sociologie de la crise catholique. France, 1960-1980*, Centre de recherche bretonne et celtique, 2015, en particulier le prologue et les chapitres 3

Manifestement, ni le contenu des deux journées, ni les multiples réunions de concertation qui ont suivi n'ont permis que les points de vue se rejoignent en un ensemble intellectuellement homogène. C'est cette extériorité, cette étrangeté, qu'il faut interroger. Le fond de la question n'est pas nouveau. Il relève de la division du travail entre « savants » et « militants » dans ses effets intellectuels, en refusant le postulat qu'au nom de la difficulté d'une rencontre, elle serait *de facto* non souhaitable et même, à tout bien considérer, impossible. L'intérêt *a posteriori* du livre est d'alimenter ce retour réflexif du double point de vue, des « savants » et des « militants ». Du point de vue des historiens, tenir une position radicale sur la nécessité de faire respecter une nette rupture épistémologique entre chercheurs et prêtres-ouvriers n'est pas sans profit en termes de rigueur compréhensive. La démonstration n'en est plus à faire et une large part de la légitimité acquise par l'histoire contemporaine repose sur cet axiome. Mesure-t-on bien pourtant, à trop se focaliser sur les conditions de possibilité de sciences sociales rigoureusement scientifiques (à savoir empruntant une démarche homologue à celle des sciences de la nature), la perte que produit, y compris pour celles-ci, un principe mis en œuvre sans discernement, c'est-à-dire ici sans prise en considération de la dimension sociale du métier d'historien ? Sans entamer le consensus établi autour d'éléments de méthode partagés par la communauté savante, il s'agit de réinterroger, à partir d'un cas concret qui pourrait bien être un cas d'école, la pertinence d'une démarche de manière à lui conserver son caractère productif et à la tenir à l'écart de toute dérive scientiste.

Un des intérêts du livre, en l'état, est de prendre cette question côté « militants », en l'occurrence côté prêtres-ouvriers et, au-delà, membres du champ religieux. Comment expliquer qu'il soit aussi difficile pour des prêtres aussi engagés dans « le social », avec l'intention de changer la société capitaliste, d'intégrer à leurs réflexions les acquis des sciences sociales, à commencer par les études menées sur eux-mêmes avec des chercheurs de ces disciplines ? La réponse à cette question ne

(« Quelques points aveugles de la sociologie des religions ») et 4 (« La résistance des catholiques à l'objectivation »).

tient pas fondamentalement à des propriétés d'individus, mais à des problèmes de visions du monde et de problématique qui sont attachées à l'histoire française des relations entre l'Église catholique et le champ universitaire.

Une extériorité croissante de la théologie et des sciences sociales

Si l'étude du phénomène religieux après 1945 pose le problème de la collaboration entre acteurs et savants, sauf à postuler comme principe méthodologique que les seconds n'ont pas à connaître les premiers, elle se redouble dans le cas de l'édition des actes du colloque de décembre 2015 d'une autre difficulté, celle de prendre en considération le statut scientifique fragilisé de la théologie dans l'université française au début du XXI^e siècle puisque la seconde partie du livre intègre plusieurs contributions de théologiens. Que faut-il entendre par là ? La fin du Second Empire et les débuts de la III^e République ont été le moment d'une recomposition du champ scientifique dont le résultat le plus évident, pour notre propos, a été la perte d'influence et de crédibilité de la théologie au profit, principalement, des sciences sociales. Entamée de longue date dans sa capacité à être « la reine des sciences », la théologie subit, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, une crise de légitimité telle qu'elle est reléguée progressivement dans un angle mort du point de vue de la culture scientifique. Cette fragilisation ne cesse plus par la suite de s'accroître sous le double effet de la critique des sciences sociales et des répliques, sur la moyenne durée des décennies qui précèdent le concile Vatican II, de la crise moderniste. Si la mort annoncée par certains³ de cette discipline n'a

3. Dominique Avon, Michel Fourcade (dir.), *Un nouvel âge de la théologie ? 1965-1980*, Paris, Karthala, 2009, actes du colloque de Montpellier de juin 2007 portant sur les années qui suivent la fin du concile Vatican II, années tournantes dans le monde francophone pour le repositionnement, entre crise et renouveau, de la discipline théologique dans le champ des savoirs.

pas eu lieu, la théologie n'occupe dans le champ des savoirs qu'une place marginale et toujours contestée. Du point de vue d'historiens du contemporain, elle se trouve dans la situation peu enviable d'être le plus souvent ignorée par leurs analyses et, lorsque ce n'est pas le cas, d'être considérée comme un obstacle à la compréhension car relevant d'un registre idéologique plutôt que comme une ressource disciplinaire. Le constat – étendu à la culture chrétienne –, a pu être fait, sinon du décès de la théologie, du moins de son « exil⁴ », de sa redéfinition comme « discours blessé⁵ », voire de son « exculturation⁶ ». Si ce constat demanderait à être nuancé et le cas français à être relativisé, le fait d'une discipline – la théologie – tenue à l'écart par les sciences sociales faute d'entretenir un rapport jugé adéquat au régime contemporain de la raison est largement partagé. Et ce n'est qu'en faisant « un pas de côté » par rapport à l'institution ecclésiale et à son corps doctrinal qu'un penseur comme Michel de Certeau a pu se rendre audible d'un public savant qui dépassait de beaucoup celui des théologiens⁷. Une des conséquences à relever, pour le propos de cet ouvrage, de cet écart peut s'énoncer en termes de cloisonnement, les théologiens travaillant de leur côté, intervenant à l'intérieur de leur champ disciplinaire et collaborant très peu avec des non-théologiens, du moins ceux issus du champ des sciences sociales⁸, ce qui en retour, rend difficile la lecture par ces derniers des textes qu'ils produisent⁹.

4. Joseph Moingt, « Une théologie de l'exil », dans Claude Geffré (dir.), *Michel de Certeau ou la différence chrétienne*, Paris, Les Éditions du Cerf, p. 129-156.

5. Claude Geffré, « Introduction » dans Claude Geffré (dir.), *op. cit.*, p. 13.

6. Danièle Hervieu-Léger, *Catholicisme, la fin d'un monde*, Paris, Bayard, 2003.

7. François Dosse, *Michel de Certeau. Le marcheur blessé*, Paris, La Découverte, 2002.

8. Le propos n'inclut pas les relations de la théologie avec la philosophie et les philosophes.

9. Difficile mais pas impossible comme l'illustrent deux exemples récents, l'un à partir des méthodes de la sociologie (Pierre Lassave, *Sociologie du savoir bibliste*, Rennes, PUR, 2011), l'autre avec celles de l'histoire (Claude Langlois, *Le continent théologique. Explorations historiques*, Rennes, PUR, 2016).

Une relation de plus en plus distanciée des prêtres-ouvriers à la théologie

Cette extériorité de la théologie à l'égard des prêtres-ouvriers a une histoire : elle est en partie le produit de ce qu'il est convenu de nommer la crise progressiste. La première génération des prêtres-ouvriers, celle d'avant 1954, avait noué des liens avec des théologiens dominicains tels que Marie-Dominique Chenu, Henri Féret pour l'équipe des prêtres-ouvriers de Limoges ou Humbert Bouëssé pour celle des « barrages » à une époque où la théologie française d'avant Vatican II, qu'ils incarnaient, avait le vent en poupe et exprimait un besoin clairement formulé de changement dans la pensée catholique¹⁰. À ces liens avec des théologiens de renom s'en ajoutaient d'autres avec la « nébuleuse progressiste » chrétienne et ses organes de réflexion (*La Quinzaine*, *Jeunesse de l'Église*, *Esprit*...) qui faisaient des prêtres-ouvriers une référence centrale pour l'élaboration d'une théologie d'un nouveau genre, moins auto-référencée, plus inductive et ouverte sur une praxis.

La crise de 1954 a détruit ces liens, les autorités hiérarchiques y voyant une menace décisive : les théologiens impliqués ont été écartés et les revues progressistes interdites¹¹. Cette rupture a été d'autant plus définitive que la reprise des prêtres au travail en 1965 s'est faite sous le contrôle de la Mission ouvrière qui s'inscrivait dans les schèmes intellectuels plus classiques de l'Action catholique spécialisée¹². Bien que la seconde génération des prêtres-ouvriers n'ait jamais renoncé à établir des relations avec des théologiens, et plus généralement

10. Étienne Fouilloux, *Une Église en quête de liberté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

11. François Leprieux, *Quand Rome condamne. Dominicains et prêtres-ouvriers*, Paris, Plon/Le Cerf, 1989 ; Yvon Tranvouez, *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien (1950-1955)*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1989 ; Thierry Keck, *Jeunesse de l'Église, 1936-1955. Aux sources de la crise progressiste en France*, Paris, Karthala, 2004.

12. Tangi Cavalin, « Le contre-feu hiérarchique », dans Tangi Cavalin, Charles Suaud, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *De la subversion en religion*, Paris, Karthala, 2010, p. 275-298.

avec des historiens, des sociologues, la configuration d'avant 1954 n'a pu être reconstituée de manière à maintenir les prêtres-ouvriers dans une position de référence au sein de l'Église catholique française : la novation en théologie, dans les années qui suivent la reprise, s'est effectuée à partir d'un dialogue intellectuel avec les sciences humaines et non en référence à leur praxis. Le vieillissement des prêtres-ouvriers, l'absence de renouvellement dans leurs rangs depuis la seconde moitié des années 1970, la disparition des bastions ouvriers à partir de la fin de la même décennie, ont également joué une part dans leur marginalisation désormais autant sociale qu'ecclésiale. Pour éclairer cette perte de mise en référence religieuse des prêtres-ouvriers au prix d'une simplification excessive, on pourrait dire que ces derniers sont désormais en attente d'une culture théologique leur disant ce qu'ils doivent penser et non plus dans la situation de servir d'avant-garde pour une institution qui se repense à la lumière de leur expérience. Il faudrait explorer une piste supplémentaire qui ne peut être, pour le moment, formulée qu'à titre d'hypothèse : n'assiste-t-on pas à partir des années 1990 à un glissement du sens de l'expérience des prêtres-ouvriers de la théologie vers l'histoire ou, plus exactement, vers une forme d'histoire religieuse encore fortement orientée par des perspectives théologiques ? La multiplication de récits autobiographiques à partir du début de cette décennie le suggère fortement¹³. La communication au colloque de décembre 2015 de Frédéric Gugelot incite également à creuser dans cette direction. Émile Poulat, en rééditant en 1999 son ouvrage de 1965 (*Naissance des prêtres-ouvriers*) sous un nouveau titre (*Les prêtres-ouvriers. Naissance et fin*), participe et exprime également ce glissement, comme s'il revenait désormais à l'histoire et aux historiens, mieux positionnés dans le champ intellectuel que les théologiens, plutôt qu'à la théologie et aux théologiens d'exprimer le sens de cette expérience dans le devenir du catholicisme.

13. Tangi Cavalin, « Le récit de Noël Barré dans l'histoire des prêtres-ouvriers », préface à Noël Barré, *Jésuites et ouvriers*, Paris, Karthala, 2013, p. 7-17.

La lutte pour donner du sens à l'« histoire » des prêtres-ouvriers

Le déroulement de ces deux journées d'études apporte une confirmation au moins partielle de l'hypothèse énoncée plus haut d'un transfert de référentiel de sens de la théologie vers une histoire religieuse conçue comme justificatrice. Le lecteur découvrira que nombre de communications et/ou de témoignages sont traversés par l'opposition continuité/rupture dans l'histoire des prêtres-ouvriers. L'organisation même d'un colloque par l'ENPO postule qu'il y a maintien, mais maintien depuis quand ? 1954, 1965 ? Face à la demande des prêtres-ouvriers de voir traiter dans la partie historique la continuité entre les générations, au nom d'une intuition commune, les historiens ont répliqué, au nom de la connaissance conférée par le travail archivistique et des problématiques des sciences sociales en déplaçant la focale sur 1965 de manière à reposer les questions de la rupture et de la continuité ou, pour reprendre le sous-titre d'Émile Poulat, de la naissance et de la fin : mais alors que les historiens proposent une histoire sur le temps court, identifiée comme telle avant d'être réinscrite dans une temporalité plus longue dont il importe ici de se méfier tant elle peut facilement venir à l'appui d'une lecture en termes d'« intuition » appelée à se fondre dans la tradition ecclésiale, les prêtres-ouvriers et les théologiens ont au contraire insisté sur la continuité de ces intuitions qui, au-delà des aléas historiques, des ruptures et discordances chronologiques, de l'effacement des effectifs, s'inscriraient dans la tradition, et même feraient tradition à partir de la naissance des prêtres-ouvriers dans l'après-guerre, fait considéré comme irréversible ou appelé à être irréversible selon une certaine conception, linéaire, de l'histoire ecclésiale (le « fait PO »), comme si les prêtres-ouvriers se lisaient et étaient toujours lus à travers les lunettes d'une histoire ecclésiastique empreinte de providentialisme, autrement dit sans réel lien avec le social¹⁴. Et, lorsque les

14. François Laplanche, « Histoire et théologie : difficultés et chances d'un dialogue », dans Jean-Dominique Durand (dir.), *Histoire et théologie*, Paris, Beauchesne, 1994, p. 164

sciences sociales sont convoquées par les intervenants théologiens de la seconde journée, c'est comme principes de disqualification des prêtres-ouvriers, au nom des recompositions à l'œuvre dans la société française depuis les années 1970 : aux sciences sociales reviendrait le redoutable privilège de prendre acte de la disparition de la figure du prêtre-ouvrier dans une société occidentale marquée par la désindustrialisation ; à la théologie, celui d'esquisser des pistes pour l'avenir afin de sauver l'essentiel du « fait PO ». On perçoit, au passage, combien cette division du travail intellectuel repose sur une conception de l'histoire religieuse toujours ancrée du côté de la théologie et non des sciences sociales. Pourtant, comme il est dit dans la conclusion de Charles Suaud, la « continuité » d'un engagement comme celui des prêtres-ouvriers n'est pas inscrite dans une reproduction à l'identique d'individus et de pratiques, ni même dans le rappel en langage théologique d'un acquis symbolique (une « intuition »), mais dans un combat intellectuel – et à ce titre religieux – pour réinventer en permanence le sens donné à la mission. Placer la focale sur la reprise de 1965 et ses effets immédiats sans couvrir toute la séquence historique qui la sépare de la rencontre de décembre 2015 avait justement pour fonction, aux yeux des historiens, de restituer l'importance, même sur le temps court, de ces luttes. C'est dire que le lecteur doit constamment garder à l'esprit qu'une tension, et non une collaboration, travaille cet ouvrage, tension entre le savoir produit par les sciences sociales et le savoir produit par les acteurs religieux. Et c'est bien parce ces derniers ne se pensent positivement que dans la reproduction d'une « continuité » qu'ils résistent à intégrer dans leurs perspectives d'avenir les apports des sciences sociales.

PREMIÈRE PARTIE

**La « relance » de 1965 :
objet d'histoire, enjeu d'interprétation**

1

Centralité ou marginalité des prêtres-ouvriers dans le catholicisme français ?

Introduction historiographique

Tangi CAVALIN¹

Quel est l'état des savoirs sur les prêtres-ouvriers et la mission ouvrière ? C'est à cette question, incontournable pour situer le positionnement d'ensemble des contributions figurant dans cet ouvrage et mesurer les apports, que s'attache ce texte introductif. La production historique, en effet, ne doit pas seulement être abordée comme un savoir accumulé, sédimenté et mis à disposition, comme si chaque nouvelle étude pouvait d'emblée être lue comme la pièce supplémentaire d'un puzzle à achever, mais plutôt comme un élément de discours supplémentaire, héritant des travaux qui le précèdent, et entretenant avec eux un rapport qu'il importe de définir. L'approche historiographique est un moyen privilégié, non seulement pour établir un bilan des connaissances, mais peut-être surtout pour le faire de manière critique, de façon à mettre à jour les points d'appui sur lesquels elles reposent, d'en tester les présupposés,

1. Agrégé d'histoire, chercheur associé CEMS/IMM/EHESS.

avec le souci d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherches plutôt que de clore la réflexion. Répondre à la question liminaire suppose donc de se pencher sur la manière dont l'histoire des prêtres-ouvriers s'est écrite dans les dernières décennies, dans des ouvrages aux statuts divers (travaux universitaires, témoignages, récits plus ou moins militants). Leurs auteurs entretiennent avec leur objet d'étude un rapport qui demande également à être pris en compte afin de saisir au plus près l'histoire qu'ils écrivent. Ce travail préalable a pour objet d'éviter l'écueil pour la pensée que représente une histoire qui aurait acquis une telle force d'évidence qu'elle ne permettrait plus d'explicitier les raisons de ses choix. En l'occurrence, puisque c'est la « relance » de 1965 qui est le point de départ de cette réflexion, la question se pose de savoir pourquoi cette étape importante de l'histoire des prêtres-ouvriers a jusqu'ici peu retenu l'attention des chercheurs².

Le « moment Poulat » de l'écriture de l'histoire des prêtres-ouvriers

Naissance des prêtres-ouvriers d'Émile Poulat paraît en mars 1965 chez Casterman, quelques mois avant l'annonce, en octobre de la même année, lors de la dernière session du

2. Cette introduction historiographique reprend et prolonge des réflexions formulées dans la préface de l'ouvrage de Noël Barré : *Jésuites et ouvriers. La mission ouvrière jésuite de 1944 à la fin des années 1990*, Paris, Karthala, « Signes des Temps », 2014. Elle ne dispense pas de reprendre le bilan dressé par Étienne Fouilloux au colloque du Centre des Archives du monde du travail, à Roubaix en 1999 : « Chrétiens et monde ouvrier : quarante ans de recherche », dans Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Chrétiens et ouvriers en France, 1937-1970*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2001, p. 15-30 ; voir aussi Tangi Cavalin, Nathalie Viet-Depaule, « Des prêtres ouvriers au mouvement missionnaire français. Bilan historiographique et nouvelles perspectives », dans Tangi Cavalin et Nathalie Viet-Depaule (dir.), *La mission en France des années 1930 aux années 1970*, Histoire & Missions chrétiennes, 9, mars 2009, p. 9-41.

concile, de la décision du Saint-Siège d'autoriser le travail en usine à temps plein d'un nouveau contingent de prêtres. Ce travail monumental est le fruit d'une longue réflexion – peut-être serait-il préférable de parler de méditation³ – de son auteur. Elle remonte au moins au rôle qu'il a joué dans l'écriture, en 1954, de l'ouvrage intitulé *Les prêtres-ouvriers*, publié dans la collection « Documents » des Éditions de Minuit, et diffusé avec un bandeau stipulant qu'il est l'œuvre collective de ceux d'entre eux qui ont refusé de quitter le travail le 1^{er} mars précédent. Les péripéties qui interviennent avant la sortie en librairie, le 8 novembre 1954, de cet ouvrage à vocation documentaire, rendent compte des positions divergentes des prêtres-ouvriers quant à l'opportunité d'écrire leur histoire. Le projet était né d'une initiative prise à l'automne 1953 par l'oratorien Pierre Dabosville, alors aumônier de la Paroisse universitaire, figure importante du progressisme chrétien⁴, qui l'avait fait accepter par Paul Flamand, le directeur des Éditions du Seuil, dans un contexte où il semblait encore possible aux intellectuels catholiques engagés auprès des missionnaires de prendre appui sur l'opinion publique pour infléchir les décisions des autorités romaines. Les équipes des prêtres-ouvriers avaient été étroitement associées à l'élaboration de cet ouvrage. Le projet initial est abandonné lorsque la crise se durcit sous l'effet des mesures énoncées par la hiérarchie épiscopale et que les prêtres-ouvriers sont sommés de quitter le travail et de manifester leur obéissance à leur supérieur hiérarchique. Tout espoir, à court terme, de maintenir une présence sacerdotale à plein temps en usine disparaît : au temps de la libre discussion dans l'espace public, entre septembre 1953 et février 1954, succède alors celui du silence voulu par l'institution ecclésiastique et des discussions

3. En référence à la pratique de l'histoire d'Émile Poulat mise en lumière par Yvon Tranvouez : « Émile Poulat ou la pratique "méditative" de l'histoire », dans Valentine Zuber (dir.), *Émile Poulat. Un objet de science, le catholicisme*, Paris, Bayard, 1999, p. 49-55.

4. Tangi Cavalin, Nathalie Viet-Depaule, « Pierre Dabosville, les prêtres-ouvriers et l'obéissance dans l'Église », dans Annette Becker, Frédéric Gugelot, Denis Pelletier, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Écrire l'histoire du christianisme contemporain. Autour de l'œuvre d'Étienne Fouilloux*, Paris, Karthala, « Signes des Temps », 2013, p. 247-258.

secrètes pour sauver ce qui peut encore l'être du côté de la mission ouvrière, maintenue conformément au vœu exprimé par les évêques dans leur lettre du 19 janvier 1954⁵. Les prêtres-ouvriers ayant choisi de quitter leur travail, convaincus que leurs options ne peuvent être défendues que dans l'espace ecclésial, se désolidarisent du projet, tandis que l'éditeur, soucieux de ne pas s'aliéner la hiérarchie, juge bientôt la publication inopportune. Le dossier préparatoire est néanmoins repris par ceux que l'institution assimile à des « insoumis⁶ » et qui considèrent que les précautions ne sont plus de mises après avoir subi le désaveu de ceux qui les avaient envoyés en mission. L'ouvrage est finalement publié chez un éditeur sans lien avec les milieux ecclésiastiques, les Éditions de Minuit de Jérôme Lindon, par l'entremise de l'ancien dominicain Henri Desroche⁷, l'une des premières victimes de la crise progressiste, qui y dirige une collection. Le souci affiché d'objectivité, le recours aux sources documentaires, la présentation d'une longue chronologie délimitant un cadre de référence, ainsi que les différentes pistes interprétatives reliant l'ensemble, qualifient pourtant ce travail, sinon comme une œuvre d'historien ou de sociologue, du moins comme une pierre d'attente dans l'atelier de travail des spécialistes des sciences sociales. Il opère un premier tri entre les acteurs et les événements, la chronologie par exemple ne remontant pas avant mars 1943, en dépit de la fondation de la Mission de France en 1941 ou de l'embauche sur le port de Marseille du dominicain Jacques Loew le 1^{er} janvier 1942, faits présentés comme secondaires dans cette chronologie qui, au contraire, souligne constamment le rôle moteur, à la suite de la sortie de *La France pays de mission ?* d'Henri Godin et d'Yvan Daniel, de la Mission de Paris, présentée comme le groupe de référence des prêtres-ouvriers. Surtout, cet ouvrage fournit une

5. *La semaine religieuse de Paris*, 5203, 30 janvier 1954, p. 102-103.

6. Charles Suaud, « Une double conversion des premiers prêtres-ouvriers », dans Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *op. cit.*, p. 132-143.

7. Denis Pelletier, « *Signification du marxisme* (1949). Histoire d'un livre », dans Émile Poulat, Claude Ravelet (dir.), *Henri Desroche : un passeur de frontières*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 143-156.

première interprétation visant à inscrire le « drame⁸ » de 1954 dans une tradition remontant au XIX^e siècle, tradition reformulée avec l'essor de la JOC à partir de la fin des années 1920, infléchie par les effets de la guerre (défaite, captivité, déportation, réquisition, résistance) et la publication en 1943 du livre de Godin et Daniel. Il fait remonter l'origine de l'incompréhension, et même de la crise de 1954, aux prémisses des prêtres-ouvriers : « On allait rencontrer un monde fort différent de celui pour lequel la hiérarchie donnait mission. » Si le lecteur ne se laisse pas aveugler par les passages à consonance marxiste, il trouve dans ces pages, parfois jusque dans les formulations, bien des clés de lecture qui sont reprises, enrichies, formulées selon les règles de la méthode historique, dix ans plus tard, dans l'étude incontournable d'Émile Poulat, *Naissance des prêtres-ouvriers*. Le rapprochement entre les deux ouvrages n'a rien de fortuit puisque, derrière l'anonymat de la couverture des Éditions de Minuit, c'est bien pour l'essentiel l'auteur de *Naissance des prêtres-ouvriers*, lui-même ancien prêtre de la Mission de Paris devenu attaché de recherche au CNRS à la rentrée universitaire 1954, qui tient la plume et compose l'ensemble, amassant à cette occasion les documents grâce auxquels il mènera à bien, dix ans plus tard, son étude. Dans celle-ci, il n'est d'ailleurs pas question d'amener le récit jusqu'au « seuil critique⁹ » de 1954, pour reprendre l'expression de Poulat, puisque dès 1947, « le champ est exactement circonscrit entre les différentes forces de la mission ouvrière. Ceux qui se situent à la fine pointe, qui ne pourront éviter de se heurter à la raison d'Église au terme d'un mouvement qui va s'accéléralant jusqu'en 1954. » Cette accéléralation de l'histoire ne peut que rendre dramatique, car inévitable, inexorable, la crise de 1954 comme manifestation du heurt entre deux mondes, celui de

8. Le recours à ce terme date de la crise elle-même. Il sera repris constamment par la suite et érigé au rang de catégorie d'analyse dans une perspective de psychologie historique. Voir Émile Poulat, « Notes sur la psychologie religieuse des prêtres-ouvriers », *Journal de psychologie normale et pathologique*, 1957, 1, p. 51-66.

9. Émile Poulat, *Les prêtres-ouvriers. Naissance et fin*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1999, p. 536.

l'Église catholique et celui, sécularisé, des ouvriers. Dans ce mouvement des prêtres-ouvriers, pour Poulat qui en a fait partie même s'il n'a jamais à proprement parler été ouvrier, la Mission de Paris, bien plus que les autres missions religieuses ou locales (Missions de Marseille, de Bordeaux, de Limoges...), constitue le laboratoire des expériences sociales, religieuses, politiques, affectives également, qui a produit une sorte d'idéal-type du prêtre-ouvrier : un clerc isolé du milieu chrétien par le travail en usine, dont la capacité subversive s'exerce en particulier à l'encontre de son institution d'origine. La réédition en 1999 de l'enquête de 1965, augmentée de deux chapitres qui prolongent à grands traits le récit jusqu'à l'autorisation¹⁰, accordée à la fin du concile, aux prêtres de reprendre le travail en usine, s'effectue sous un titre qui a semblé provocateur au moment de sa sortie : *Les prêtres-ouvriers. Naissance et fin*. Les prêtres-ouvriers n'avaient-ils plus d'existence historique après 1965 ? Qui étaient et que représentaient, en ce cas, les prêtres qui entraient au travail à cette date ?

La centralité des prêtres-ouvriers dans la perspective d'un affrontement entre l'Église catholique et la modernité

À cette crise des prêtres-ouvriers, Émile Poulat a donc apporté des clés de lecture, en écrivant sa « proto-histoire » et en l'inscrivant dans une séquence qui est pour l'essentiel celle des années 1943-1947, du petit livre des abbés Godin et Daniel aux grandes grèves de novembre-décembre 1947. Une séquence courte – quatre ans seulement –, elle-même redéployée dans une double temporalité : d'une part, l'itinéraire d'Henri Godin, de son Jura natal à la grande cité parisienne où le déçoivent successivement, dans ses efforts pour évangéliser les masses ouvrières, la paroisse puis la JOC ; celle, d'autre part, d'une

10. Ces deux chapitres avaient été publiés précédemment dans un recueil d'articles : *Une Église ébranlée. Changement, conflit et continuité de Pie XII à Jean-Paul II*, Paris-Tournai, Casterman, 1980.

tradition, plus ancienne encore dans le clergé français, d'une « angoisse missionnaire », présente dès le XIX^e siècle, c'est-à-dire contemporaine de la révolution industrielle, et encore avivée par la Séparation des Églises et de l'État, lorsque le prêtre séculier cesse d'être appointé par la puissance publique et que se pose dès lors la question de son rôle dans une société laïcisée. Mais, quelle que soit l'importance de cette tradition pour la suite, comme des analyses de l'abbé Godin, c'est la guerre et les prises de conscience qu'elle entraîne qui jouent le rôle de catalyseur dans cette naissance d'un phénomène religieux inédit, celui du mouvement missionnaire.

Naissance des prêtres-ouvriers est un livre qu'il ne faut pas lire indépendamment des autres productions de son auteur à la même époque, car c'est une pièce d'un ensemble plus vaste, d'une approche plus globale de compréhension de la place imposée au catholicisme par les sociétés modernes, depuis la cassure initiale que représente l'épisode de la Révolution française elle-même issue de la pensée des Lumières. Cette approche globale du devenir du catholicisme aboutit, après un détour important par l'étude de l'intégrisme¹¹, à une histoire modélisée dont *Église contre bourgeoisie* est l'expression, sinon définitive, du moins la plus fameuse ne serait-ce que par les réponses parfois vives qu'elle s'est attirée. Une lecture de l'histoire au prisme des crises s'y fait jour, dans laquelle le catholicisme est sans cesse renvoyé à son opposition constitutive à la modernité. La thèse de théologie d'Émile Poulat¹², soutenue le 9 janvier 1950 devant l'Université de Fribourg-en-Brigau, contient déjà certaines de ses préoccupations dont on peut suivre la trace dans ses ouvrages suivants, publiés comme sociologue, en particulier pour ce qui concerne la crise moderniste, l'un des dossiers sur lesquels il a le plus travaillé toute sa

11. Émile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral. Un réseau secret international antimoderniste, la « Sapinière » (1909-1921)*, Paris-Tournai, Casterman, 1969.

12. Émile Poulat, *Le désir de voir Dieu et sa signification pour la théologie française contemporaine, suivi d'un entretien avec Yvon Tranvouez et François Trémolières*, introduction et édition du texte par François Trémolières, bibliographie par Yvon Tranvouez, Paris, Desclée de Brouwer, 2015.

vie. En 1961, il publie le journal d'un ecclésiastique, l'abbé Calippe, écrit à la veille de la Séparation des Églises et de l'État, qui constitue une sorte de préhistoire des prêtres-ouvriers. L'entrée au travail des prêtres y est envisagée dans une France déjà perçue comme « pays de mission »¹³. Son édition critique signale la nécessité ressentie par Émile Poulat d'inscrire la novation missionnaire de la Seconde Guerre mondiale dans une tradition de réflexion beaucoup plus ancienne, dans le clergé français, quant au rôle et à la place du prêtre dans la société contemporaine. Entre ce journal de l'abbé Calippe et *Naissance des prêtres-ouvriers*, il soutient une thèse de doctorat sur la crise moderniste¹⁴, autre moment incontournable de la confrontation entre l'Église catholique et la société née de la Révolution française et de ses idéaux rationalistes, thèse qui apporte sa pierre à l'édifice en construction d'une tentative d'interprétation globale de l'histoire du catholicisme contemporain. Il importe d'éviter tout systématisme dans cette évaluation d'une œuvre qui forge et teste ses outils d'analyse au tournant des années 1960 et ne se livre sous une forme achevée qu'à partir de la décennie suivante. Mais il n'est pas non plus possible d'ignorer que son auteur a lui-même maintes fois signalé la place que l'étude sur les prêtres-ouvriers occupe dans son œuvre¹⁵.

13. Émile Poulat, *Utopie ou anticipation ? Le « Journal d'un prêtre d'après-demain » (1902-1903) de l'abbé Calippe*, préface de Gabriel Le Bras, Paris-Tournai, Casterman, 1961. L'ouvrage est issu d'une thèse de sociologie du troisième cycle soutenue en Sorbonne. Conduite avec les « ressources » du Centre d'études sociologiques auquel est rattaché l'auteur, la recherche est menée en fonction des « préoccupations » du Centre de recherche de psychologie comparative (EPHE, 6^e section) d'Ignace Meyerson que fréquente Émile Poulat très vite après son entrée au CNRS, sans doute dès 1955.

14. Émile Poulat, *Histoire, dogme et critique dans la crise moderniste*, Paris-Tournai, Casterman, 1962. La thèse pour le doctorat ès lettres est soutenue le 29 juin 1962 en Sorbonne. En introduction (p. 14-15), l'auteur situe le modernisme savant dont il est question dans la suite de son travail dans un contexte élargi, celui de la modernisation de l'Église, de son adaptation à son temps, de sorte que, même si les relations entre, d'une part, le petit monde de « clercs » et de professeurs concernés par la crise et, d'autre part, les milieux du catholicisme social évoqués dans *Le Journal d'un prêtre d'après-demain*, ne sont pas immédiats, il y a bien « continuité » de préoccupations entre les uns et les autres.

15. Voir, notamment, Bruno Poucet, « Rencontre avec... Émile Poulat », *Carrefours de l'éducation*, 18, 2004, p. 212-221.

Les réceptions dans le champ universitaire

Quelle fut la réception dans le champ universitaire, en 1965, de ce travail d'histoire immédiate ? En ce qui concerne les tenants de l'histoire ouvrière, elle a été extrêmement réduite. L'une des raisons principales tient sans doute à ce que ses représentants s'intéressent peu alors à l'histoire événementielle d'une part, à l'histoire du catholicisme d'autre part. Les intérêts de ces historiens, élèves de Labrousse pour beaucoup, se portent plus du côté d'une histoire du temps long dans laquelle les hommes et leurs drames de conscience cèdent le pas aux reconstitutions statistiques plus aptes à saisir les structures profondes des sociétés¹⁶.

Dans le champ de l'histoire religieuse marqué, dans les années 1960, par des mutations importantes, l'histoire ecclésiastique étant progressivement supplantée par une nouvelle histoire religieuse¹⁷ qui cherche sa place dans l'université française, y compris en histoire contemporaine, la réception est beaucoup plus favorable¹⁸. Elle est en même temps décalée, d'un triple point de vue. D'abord, parce que le traitement de ce dossier dix ans seulement après la crise de 1954 lui confère un statut particulier dans une configuration où les travaux d'histoire immédiate

16. Denis Pelletier, « Les pratiques charitables françaises entre “histoire sociale” et “histoire religieuse”. Essai d'historiographie critique », dans Isabelle von Bueltzingsloewen, Denis Pelletier (dir.), *La charité en pratique. Chrétiens français et allemands sur le terrain social, XIX^e-XX^e siècle*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999, p. 33-47 ; Bruno Dumons, « Histoire sociale et histoire religieuse, deux sœurs ennemies ? Un essai de relecture historiographique pour la France contemporaine », *Revue d'histoire de l'Église de France*, vol. 86, 217, juillet-décembre 2000, p. 561-572.

17. Claude Langlois, « Des études d'histoire ecclésiastique locale à la sociologie religieuse historique. Réflexions sur un siècle de production historiographique », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 169, juillet-décembre 1976, p. 329-347 ; « Trente ans d'histoire religieuse. Suggestions pour une future enquête », *Archives de sciences sociales des religions*, vol. 6, 1, 1987, p. 85-114.

18. Étienne Fouilloux, « Du catholicisme selon Émile Poulat », dans Valentine Zuber (dir.), *op. cit.*, p. 246-254.

ne sont guère légitimes¹⁹ : de ce point de vue, *Naissance des prêtres-ouvriers* ouvre incontestablement une brèche. Ensuite, parce que l'histoire religieuse se reconnaît alors davantage comme héritière de la sociologie religieuse telle que Gabriel Le Bras l'a définie et promue, c'est-à-dire comme une histoire de la vie religieuse des masses chrétiennes sur la base d'élaborations statistiques et cartographiques de la pratique : l'étude de Poulat part, elle, des représentations (déchristianisation, France, pays de mission...) produites par une culture catholique brutalement confrontée à ses propres limites d'emprise lors de la Seconde Guerre mondiale pour en observer les effets sur une fraction du corps sacerdotal. Enfin, les sources privilégiées dans *Naissance des prêtres-ouvriers* sont de nature textuelles (livres, articles, presse...), alors que l'historiographie de cette période cherche à prendre la mesure des phénomènes religieux considérés dans tous leurs aspects à partir d'indices chiffrés (pratiques, retables, ex-votos, bibliothèques, vocations...)²⁰. De ce triple point de vue, il ressort que si l'ouvrage de Poulat est reçu comme un monument, c'est comme un monument isolé dans un paysage historiographique encore peu préparé à le recevoir de manière critique.

19. Revenant en 1983 sur son itinéraire de chercheur, Émile Poulat estimait que, dans les années 1950-1960, « dans notre division académique du travail, s'intéresser à la société contemporaine, c'était faire de la sociologie. L'histoire connotait le passé ; elle s'arrêtait au seuil du présent et répugnait à s'y aventurer [...]. L'un des grands débats entre historiens était alors de savoir si l'histoire contemporaine était possible. [...] sur le catholicisme contemporain, il n'y avait aucune bibliographie, aucune étude. », Émile Poulat, *Le catholicisme sous observation du modernisme à aujourd'hui*, entretiens avec Guy Lafon, Paris, Le Centurion, 1983, p. 10-12.

20. Dominique Julia, « Sources nouvelles, sources revisitées. Le traitement des sources dans l'historiographie religieuse du xx^e siècle », *Revue d'histoire de l'Église de France*, vol. 86, 217, juillet-décembre 2000, p. 409-436.

L'ombre portée de *Naissance des prêtres-ouvriers*

Les décennies qui suivent la publication de *Naissance des prêtres-ouvriers* voient son interprétation faire autorité. Les recherches qui s'engouffrent à sa suite dans l'étude des prêtres-ouvriers apportent certes des compléments et éclairages, mais finalement de manière très marginale. Rares sont ainsi les recherches se risquant au-delà de la crise de 1954 et, plus généralement, c'est sans doute une des contributions majeures de Poulat à l'histoire religieuse contemporaine que d'avoir imposé, au moins pour un temps, l'importance de cet événement comme césure²¹ : la condamnation des prêtres-ouvriers est constituée en point ultime de l'histoire du mouvement missionnaire en France, tant dans le travail d'Oscar-Cole Arnal sur les *Prêtres en bleu de chauffe*²², que dans celui, à la focale pourtant plus large, de Robert Wattebled sur les *Stratégies missionnaires dans la France d'après-guerre*²³. Plus près de nous, la thèse de l'historienne Marta Margotti sur l'histoire de la Mission de Paris reprend également cette périodisation et ne dit rien de celle-ci après 1954²⁴. Quant à l'ouvrage que François Leprieur²⁵ a consacré à la purge que subit la branche française de l'Ordre de Saint-Dominique en février 1954, il associe étroitement, autour de cette date, le destin des prêtres-ouvriers à celui des théologiens et responsables dominicains emportés dans une

21. Césure reprise par exemple dans l'ouvrage de synthèse dirigé par François Lebrun : *Histoire des catholiques en France. Du XV^e siècle à nos jours*, Toulouse, Privat, 1980. Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, dans leur *Histoire religieuse de la France contemporaine* (t. 3, Privat, 1988, p. 221-232), voient dans la crise des prêtres-ouvriers l'un des « signes avant-coureurs de la crise des Églises ».

22. Oscar L. Cole-Arnald, *Prêtres en bleu de chauffe. Histoire des prêtres-ouvriers (1943-1954)*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1992.

23. Robert Wattebled, *Stratégies catholiques en monde ouvrier dans la France d'après-guerre*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1990.

24. Margotti Marta, *Preti e operai. La Mission de Paris dal 1943 al 1954*, Torino, Paravia, 2000.

25. François Leprieur, *Quand Rome condamne. Dominicains et prêtres-ouvriers*, Paris, Plon/Le Cerf, 1989. Cette étude est le produit d'une commande de l'Ordre en France.

même réprobation des milieux romains. Des initiatives missionnaires de l'après-guerre qui perdurent après cette date, on ne sait, par contre, presque rien tant la condamnation des prêtres-ouvriers aimante les intérêts de ceux, universitaires ou non, qui entreprennent d'étudier cette histoire. Seule la dimension progressiste de cette histoire a bénéficié de développements novateurs à partir des travaux d'Yvon Tranvouez sur le périodique *La Quinzaine*²⁶ et de la thèse de Thierry Keck sur le mouvement Jeunesse de l'Église²⁷, avec pour effet d'accentuer encore le caractère dramatique des années 1953-1955 qui voient se succéder les condamnations de ces organes de réflexion et d'expression.

Si l'on s'en tient à cette ligne interprétative, quelle place fait-on aux expériences missionnaires qui ne sont pas directement affectées par les mesures de 1954 ou qui prennent le relais – sans les remplacer – de celles qui disparaissent (femmes missionnaires laïques, Petits frères de Jésus, prêtres-marins²⁸, communautés missionnaires de Montreuil ou d'Hellemmes²⁹, communauté pradosienne de Gerland autour de Mgr Ancel, Mission ouvrière Saint-Pierre et Saint-Paul de Jacques Loew, paroisses missionnaires de la Mission de France...) ? Qu'advient-il des centaines de religieux et de séminaristes qui, à la Mission de France, dans les diocèses ou dans les noviciats, faisaient entendre avant 1954 à leurs formateurs que leur vocation sacerdotale était aussi une vocation ouvrière ? L'écriture des insertions missionnaires en France est restée, pour l'essentiel, clôturée autour du « drame des prêtres-ouvriers », au profit d'une histoire à forte charge émotionnelle forgée au double prisme de la psychologie historique d'Ignace

26. Yvon Tranvouez, *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien, 1950-1955*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2000.

27. Thierry Keck, *Jeunesse de l'Église (1936-1955). Aux sources de la crise progressiste en France*, Paris, Karthala, « Signes des Temps », 2004.

28. Alain Le Doaré, *La naissance des prêtres-marins (1938-1955). Juxtaposition progressive de modèles missionnaires de l'Église catholique dans le monde maritime en France*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.

29. François Leprieur, *Dominicains ouvriers d'Hellemmes. Chronique d'un demi-siècle*, Paris, Karthala, « Signes des Temps », 2012.

Meyerson et d'une lecture du catholicisme contemporain en fonction de ses crises. Les femmes et, plus généralement, les laïcs (missionnaires et/ou militants), sont souvent absents dans cette histoire, en dépit de leur présence avérée sur le terrain³⁰, tandis que les positions des prêtres-ouvriers les plus radicaux se voient conférées une exemplarité peu à même de restituer l'extrême diversité des positions des uns et des autres en 1954. L'histoire, pourtant tumultueuse à sa manière, de la mission ouvrière après 1954-1955 est passée sous silence, ainsi que celle de la reprise³¹.

Lorsque les réticences des historiens du catholicisme à s'emparer de sujets relevant d'une histoire dite du « temps présent » ou « immédiate » se sont dissipées, la mission ouvrière n'a pas davantage fait son apparition dans le champ d'observation des historiens du religieux³², du moins en France³³. Le concile Vatican II – son déroulement comme ses

30. Pour illustrer ce propos, on peut se reporter à quelques études : Jean Giard, *Cinquante ans aux frontières de l'Église. De la Mission de France aux équipes d'Ivry*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; *La Mission de Paris. Cinq prêtres-ouvriers insoumis témoignent. Récits de Jean-Marie Marzio, Marie Barreau, Yvonne Besnard, Jean Olhagaray et Jean Desailly*, rassemblés par Nathalie Viet-Depaule, Paris, Karthala, « Signes des Temps », 2002, p. 141-173 ; Étienne Fouilloux, « Des chrétiens à Ivry-sur-Seine (1930-1960) », article repris dans *Les chrétiens français entre guerre d'Algérie et mai 1968*, Paris, Éditions Parole et Silence, 2008, p. 175-192 ; Michèle Rault, « Femmes missionnaires en banlieue rouge », *Histoire et missions chrétiennes*, 9, 2009, p. 43-55.

31. Quelques travaux isolés, relevant d'une histoire interne aux prêtres-ouvriers, s'efforcent d'appréhender cette histoire sur la plus longue durée, dans une perspective qui est celle d'une minorité ayant à défendre sans cesse sa spécificité missionnaire dans l'institution ecclésiale. Voir René Poterie, Louis Jeusselin, *Prêtres-ouvriers. Cinquante ans d'histoire et de combats*, Paris, L'Harmattan, 2001.

32. Le colloque du Centre des Archives du monde du travail (CAMT) tenu à Roubaix en 1999 constitue une exception.

33. Gerd-Rainer Horn, depuis le tournant des années 2000, comme auteur et comme éditeur, s'efforce de donner consistance à une histoire transnationale des gauches catholiques qui confère aux prêtres-ouvriers une place centrale. L'ancrage de ses approches au carrefour d'une histoire politique, sociale et religieuse (gauche catholique, prêtres rouges...) et dans un comparatisme revendiqué, produit un effet inverse à celui recherché dans *Naissance des prêtres-ouvriers* : une très large ouverture de la focale à tout ce qui peut nourrir l'idée d'un progressisme catholique européen et la prise en considération de la

préparations – a mobilisé les énergies des historiens jusqu'à nos jours, tandis que la crise de l'Église post-conciliaire en France se hisse au rang d'objet d'étude privilégié : la publication par Denis Pelletier de *La crise catholique*³⁴ en 2001 crée un appel d'air pour de nombreux travaux explorant les voies par lesquelles le catholicisme participe du bouillonnement contestataire des « années 68 » et, en même temps, en subit peut-être plus qu'aucune autre institution les effets dévastateurs. Du point de vue de l'écriture de l'histoire de la mission ouvrière, il faut relever que ni l'un ni l'autre de ces objets d'étude ne permet de revisiter le dossier de la mission ouvrière. Bien au contraire, leur traitement contribue à la marginaliser. Ni l'apparition du mouvement de prêtres contestataires Échanges et dialogue, ni l'entrée dans un régime de crise permanente des mouvements de jeunesse, deux phénomènes au cœur de la « crise catholique », ne sont associés à la reprise du travail en usine des prêtres après l'autorisation d'octobre 1965 ou au développement de la mission ouvrière dans la plupart des diocèses. Ce n'est pas que la dimension sociale des acteurs de la contestation soit négligée dans ces travaux, mais plutôt que ces derniers entérinent un glissement à l'œuvre dans la société française à partir du milieu des années 1950 auquel certains courants du catholicisme se sont montrés particulièrement sensibles et qu'ils ont même contribué à promouvoir : la remise en cause d'une conception de la société divisée en classes sociales et faisant de la classe ouvrière l'acteur privilégié du

diversité des expériences nationales d'entrée de prêtres au travail, après 1965, à travers l'examen des cas italien, espagnol, néerlandais qui viennent s'ajouter aux cas français et belge. La notion de « moments » fondateurs communs aux sociétés européennes (la Libération, le concile Vatican II) permettant l'expression d'entreprises novatrices est également au cœur de cette approche. Voir Gerd-Rainer Horn, Emmanuel Gerard (ed.), *Left catholicism. Catholics and Society in Western Europe at the point of Liberation, 1943-1955*, Leuven, Leuven University Press, 2001 ; *Western European Liberation Theology, 1924-1959. The First Wave*, Oxford, Oxford University Press, 2008 ; *The spirit of Vatican II. Western European Progressive Catholicism in the Long Sixties, 1959-1980*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

34. *La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978)*, Paris, Payot, 2002 (réédition en Rivages-Poche, 2005).

changement historique³⁵. La perte de visibilité d'un certain type de représentation ouvrière dans les milieux catholiques, au profit notamment des figures de l'exploitation capitaliste forgées dans les luttes anticoloniales, converge avec la critique des institutions de pouvoir qui caractérisent les luttes idéologiques de ces années 1960 pour rendre illégitime la mission ouvrière. Elle est jugée obsolète car trop liée aux structures ecclésiales (paroisses, mouvements d'Action catholique, comités de coordination, comités diocésains) et enfermée dans une conception « ouvriériste » de son groupe de référence : le thème disqualifiant de l'ouvriérisme, amplement repris y compris chez les chercheurs, a pour effet une perte de visibilité des prêtres-ouvriers dans la « crise catholique »³⁶. La contestation interne à l'Église catholique s'est déplacée vers les mouvements des jeunes étudiants et ruraux et leurs aumôniers, tandis que la JOC et l'ACO, prêtres et laïcs confondus, font d'autant plus preuve de modération dans la critique des institutions ecclésiales qu'ils obtiennent, en contrepartie, le ralliement des évêques responsables (commission épiscopale du monde ouvrier, comité épiscopal de la Mission ouvrière) à leur option en faveur des organisations du mouvement ouvrier. De cette mission ouvrière institutionnalisée après la crise de 1954, les catholiques contestataires de la décennie suivante entendent se distinguer avec netteté au profit des outils intellectuels et des nouvelles luttes sociales qui leur semblent à même de relier leurs critiques de la société à leur mise en cause du fonctionne-

35. Denis Pelletier, « Les chrétiens et la nouvelle classe ouvrière », dans Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *op. cit.*, p. 261-275 ; Frank Georgi, *CFDT, l'identité en questions. Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2014.

36. Indice de la circulation de ce thème, les actes d'un colloque organisé par la JOC pour ses 70 ans sont publiés en 1999 sous le titre « La JOC a-t-elle fait son temps ? », *Cahiers de l'Atelier*, 484, avril-juin 1999. Les débats au sein de la Compagnie de Jésus rapportés par Noël Barré dans son récit de la mission ouvrière jésuite montrent également, dans cette famille religieuse, la constante depuis les années 1970 d'une lecture de la mission ouvrière en général, et des prêtres-ouvriers en particulier, en termes de « solutions » dépassées.